



## BIRMANIE : NE SUBLIMONS PAS AUNG SAN SUU KYI

*Renaud Egreteau\**

Passée l'euphorie de sa libération qui ne devait pourtant rien aux pressions internationales, il faudra bien se rendre à l'évidence : la fin de l'assignation à résidence d'Aung San Suu Kyi le 13 novembre dernier n'ouvre pas une nouvelle ère de la transition démocratique birmane. L'opinion internationale a trop vite cédé aux sirènes romanesques qu'inspirent la « *Dame de Rangoun* », sa « *silhouette frêle* » et ses « *fleurs de jasmin dans les cheveux* ». Ces élans orientalistes ranimant de vieilles perceptions coloniales d'une Asie mystérieuse et incarnée par cette femme iconifiée dont d'aucuns voudraient tant qu'elle porte nos derniers espoirs démocratiques, masquent profondément les réalités politiques de la Birmanie d'aujourd'hui. Car malgré la ferveur populaire qu'elle suscite toujours dans son pays, le champ d'action politique d'Aung San Suu Kyi est des plus limités. Un constat s'impose et nous l'aurions (presque) oublié : l'armée birmane demeure en position de force et se prépare à dominer, sous une forme plus indirecte, le paysage de la prochaine décennie, au sein duquel la place d'Aung San Suu Kyi sera des plus réduites. Que peut donc proposer l'égérie de la démocratie birmane afin de revitaliser son combat et de répondre aux attentes de « son » peuple ?

Comme lors de ses précédentes libérations en 1995 et 2002, Aung San Suu Kyi assure vouloir tendre la main aux militaires. Dialoguer certes, mais avec qui ? Le clan du senior-général Than Shwe, au pouvoir depuis 1992, est toujours aux commandes – et peu disposé à entamer le moindre marchandage avec elle. Depuis la purge des services de renseignements du général Khin Nyunt en 2004, il n'y a plus d'intermédiaire capable d'assurer une médiation entre les radicaux de l'armée et les forces démocrates, birmanes ou ethniques. De surcroît, la future élite dirigeante – cet échiquier prétorien créé par le scrutin du 7 novembre dernier ainsi que la prochaine génération d'officiers qui devra gérer l'héritage Than Shwe – n'aura pas d'autonomie décisionnelle avant longtemps. Soyons lucides, dans les mois qui viennent, le régime sera trop occupé à gérer ses propres mutations pour ouvrir la porte de quelconques négociations aux démocrates. Seule la poursuite d'un dialogue avec les strates inférieures de l'armée et son administration locale pourra être envisagée.

Si les pourparlers entre les chefs de la junte et l'opposition ne peuvent être établis, on évoque alors pour Aung San Suu Kyi une influence renouvelée autour de grands défis économiques et diplomatiques. Il s'agirait en quelque sorte pour elle de réconcilier le monde extérieur avec une Birmanie ostracisée de (presque) toutes parts. Le développement du pays ne décolle pas et la communauté internationale se rend peu à peu compte que la perpétuation de sanctions globales à son encontre contribue largement à maintenir dans le formol une économie birmane, pourtant durablement épargnée de la banqueroute grâce au dynamisme du commerce transfrontalier et à ses ressources naturelles ou humaines. Aung San Suu Kyi pourrait ainsi prendre l'initiative de relancer le débat sur les sanctions occidentales, comme l'y poussent de nombreux cercles diplomatiques ou universitaires, mais aussi les généraux birmans qui voient en elle la clé de la levée de leur isolement vexatoire. Ses premiers mots après sa libération allaient dans ce sens, évoquant ainsi la poursuite du dialogue proposé par Washington en 2009 et la remise à plat du principe même des sanctions, « si la population le souhaite ».

Il ne faut pas se leurrer cependant. Une levée des sanctions européennes et américaines en place depuis 1996 est une utopie et Aung San Suu Kyi n'y changera rien dans l'immédiat. D'abord parce que les Occidentaux y ont peu d'intérêts. Des mécanismes bureaucratiques et législatifs complexes ont été instaurés après de lourds marchandages politiques à Washington, Bruxelles ou Strasbourg et il sera toujours plus aisé de les maintenir que de les alléger. Une levée directe de cet arsenal hétéroclite de sanctions sera, en outre, particulièrement risquée politiquement, car à contre-courant de l'opinion publique et fort peu payante à court terme. En effet, à part la libération de quelques prisonniers politiques, le régime birman ne pourrait pas donner suffisamment de gages en retour. Surtout, la Birmanie et son économie n'y sont pas encore prêtes. Un afflux massif d'investissements occidentaux et l'essor du commerce ne sont pas encore envisageables dans un pays dont le système

bancaire est complètement défaillant, l'administration pléthorique et peu formée au monde globalisé et transparent, la justice toujours dépendante des structures étatiques et les infrastructures déficientes. En clair, la Birmanie doit, peu à peu, être préparée à une levée graduelle de ces sanctions.

Pour cela, deux domaines essentiels pourraient retenir l'attention d'Aung San Suu Kyi. D'abord, le retour de la Birmanie au sein des instances internationales de la finance et du développement (FMI, Banque mondiale, Banque asiatique de développement). La levée des objections occidentales en la matière faciliterait le déploiement de projets d'infrastructures, de développement et de microcrédit, mais pilotés par les pays voisins ou les organisations régionales, sans que les Occidentaux ne soient en ligne de front. Le second point est la promotion claire de l'ouverture touristique de la Birmanie. Après tout, l'exploitation du gaz naturel fournit à la junte entre 2 et 4 milliards US\$ chaque année, alors qu'à peine 200 millions US\$ entrent dans le pays par le biais de touristes étrangers. Par exemple, seuls 15 000 français s'y rendent chaque année, alors qu'ils sont 400 000 à visiter la Thaïlande. La défense d'un tourisme responsable jusqu'alors dénoncé sous prétexte de financer les généraux aura un impact immédiat pour une population locale qui a depuis longtemps compris comment proposer des services touristiques indépendants de l'État ou de l'armée.

On évoque enfin un rôle social plus en retrait pour Aung San Suu Kyi. Rien n'est moins sûr, tant sa détermination politique semble intacte et son entourage fort militant. Plutôt que de penser Aung San Suu Kyi en initiatrice de la transition ou de chercher à la poser en prochaine dirigeante à l'instar de Nelson Mandela, c'est vers Sonia Gandhi qu'il faudrait chercher la comparaison. En s'effaçant derrière des leaders tout aussi compétents, mais moins charismatiques, comme le fit au cours des années 2000 la veuve du Premier ministre indien Rajiv Gandhi, Aung San Suu Kyi pourrait ainsi peser par son aura, tout en laissant le reste de la société birmane et ses nouvelles générations, plus politisées et ouvertes sur le monde, s'approprier le processus de démocratisation. Et ce sans écorner sa propre posture éthique. Car le quotidien de la politique en Birmanie, comme l'illustrèrent ses premières expériences démocratiques (1948-1958), c'est affaire de factionnalisme, de corruption, d'instabilité politique et de virulentes querelles de personnalités et ce par-delà la domination de l'armée. Les déchirures au sein de l'opposition démocratique le montrent encore – tout comme les six décennies de guerre civile – la politique est rarement morale, en Birmanie comme ailleurs. Il n'est donc pas certain qu'Aung San Suu Kyi ait intérêt à abandonner sa stature gandhienne pour adopter les habits de vieux briscards politiques qui seront pourtant nécessaires à tout marchandage transitionnel.

Ainsi les espoirs de bouleversements envisagés au moment de sa libération ont peu de chances de se matérialiser. L'armée birmane, malgré ses propres tensions endogènes, reste en position

dominante. Ses dirigeants sont coutumiers de gages de bonne volonté donnés lors de ces périodes de confiance : cette troisième libération en est la preuve, celle d'une partie des 2 100 prisonniers politiques en sera une nouvelle. Le monde occidental doit ainsi contenir ses élans d'autosatisfaction lorsqu'il admire son héroïne libre car, certes, cela reconforte, mais plus âpre sera la déception lorsque qu'il réalisera que la démocratisation tant attendue du pays passera par beaucoup plus que quelques interviews apaisantes. Et que la seule réponse qu'il apportera malheureusement à cette frustration sera de renforcer commodément les sanctions.

**Renaud Egreteau est chercheur à l'université de Hong Kong.  
Il vient de publier *Histoire de la Birmanie contemporaine : le pays des prétoriens*, Paris, Fayard, 2010.**